



L'ETAT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

ET

L'ADMINISTRATION COMMUNALE D'ESCH-SUR-ALZETTE

AVENANT A LA CONVENTION INITIALE DU 6 SEPTEMBRE 2024 RELATIVE AUX PARTICIPATIONS FINANCIÈRES A ESCH-SUR-ALZETTE, « PAP-NONNEWISEN – INFRASTRUCTURES »

ENTRE:

L'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, représenté pour les besoins de la présente par son Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, établi à L-1499 Luxembourg, 4, Place de l'Europe (ciaprès l'« Etat »),

ET

L'Administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette, 0000 5132 045 99, avec siège à L-4002 Esch-sur-Alzette, Hôtel de Ville, représentée pour les besoins de la présente par :

Christian WEIS, Bourgmestre, demeurant pour les besoins de la présente à L-4002 Esch-sur-Alzette, Hôtel de Ville,

Pierre-Marc KNAFF, Echevin, demeurant pour les besoins de la présente à L-4002 Esch-sur-Alzette, Hôtel de Ville

André ZWALLY, Echevin, demeurant pour les besoins de la présente à L-4002 Esch-sur-Alzette, Hôtel de Ville,

Meris SEHOVIC, Echevin, demeurant pour les besoins de la présente à L-4002 Esch-sur-Alzette, Hôtel de Ville,

Bruno CAVALEIRO, Echevin, demeurant pour les besoins de la présente à L-4002 Esch-sur-Alzette, Hôtel de Ville,

(ci-après le « Promoteur social »),

Il a été convenu ce qui suit:

Observations préliminaires:

- A. En vertu de la convention conclue entre l'Etat et le Bénéficiaire le 6 septembre 2024 (ci-après la « Convention ») pour le projet « PAP Nonnewisen Infrastructres », sis à Esch-sur-Alzette (ci-après le « Projet »), ce dernier bénéficie d'une participation financière au sens de la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable (ci-après la « Loi ») pour la réalisation de travaux d'infrastructures relatifs au lot 7N-B afin d'y réaliser des logements abordables destinés à la location, sis à Esch-sur-Alzette (ci-après le « Projet »).
- B. Le Promoteur social a décidé de réaliser des travaux d'infrastructures ainsi que l'acquisition de terrains afin d'y réaliser des logements abordables et a approché l'Etat afin de pouvoir bénéficier d'une participation financière pour l'acquisition de terrains et la réalisation de travaux d'infrastructures (« aides à la pierre »).
- C. Le projet « Nonnewisen », sis à Esch-sur-Alzette, est un projet d'envergure dont la réalisation est prévue en plusieurs phases. La Ville d'Esch-sur-Alzette ainsi que le Fonds du Logement, promoteurs publics, sont les initiateurs ainsi que les maîtres d'ouvrage.

Une participation financière de l'Etat d'un montant de 3.338.891 € a déjà été liquidé suivant arrêtés en date du 22 mars 2011 et 17 février 2012. Cette participation financière sera répartie sur les lots éligibles (logements abordables) pour le volet infrastructure ordinaire et acquisition terrains.

La participation financière de l'Etat pour l'acquisition des terrains sera conventionnée par avenant ultérieurement.

- D. Le chapitre 2, intitulé « promoteur social », de la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable (ci-après la « Loi ») prévoit expressément les conditions sous lesquelles l'Etat peut favoriser par des participations financières l'initiative d'un promoteur social en vue de la réalisation de logements abordables.
 - La compensation de service public visée par l'article 13 de la Loi est également prévue par cette convention.
- E. L'Etat est disposé à accorder une telle participation financière au Promoteur social sous les conditions prévues dans la présente Convention.
- F. L'article 21 de la Loi dispose qu'une convention doit être signée entre le Promoteur social et l'Etat décrivant les conditions d'octroi et le montant maximum de la participation financière pour les projets éligibles, tout comme les droits et les obligations principales du Promoteur social, ainsi que les droits de contrôle de l'Etat.
- G. La loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial pour le logement abordable prévoit les missions de ce Fonds et notamment sa participation financière à la réalisation de logements abordables au sens de la Loi.
- H. La présente Convention s'inscrit dans le cadre de la Décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général.

Article 1.

Les articles 1^{er} et 3 sont remplacés comme suit:

Article 1. Description du Projet

1.1. Le Promoteur social s'engage à réaliser les travaux d'infrastructures nécessaire afin de créer des logements abordables sis à Esch-sur-Alzette, sur les parcelles, indiquées sur le plan de situation en Annexe 1, inscrites au cadastre comme suit :

Commune de ESCH-SUR-ALZETTE, section A d'ESCH-NORD

Numéro 2775/19600, lieu-dit « Rue Guillaume Capus », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 50 ares 44 centiares,

Numéro 2856/19327, lieu-dit « Rue Albert Einstein », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 11 ares 53 centiares,

Numéro 2776/19565, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 24 centiares,

Numéro 2776/19564, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 24 centiares,

Numéro 2776/19563, lieu-dit « Rue Maria Mitchell », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19562, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 24 centiares,

Numéro 2776/19561, lieu-dit « Rue Maria Mitchell », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19555, lieu-dit « Rue Maria Mitchell », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19554, lieu-dit « Rue Maria Mitchell », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19560, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19556, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19559, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19558, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19557, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19567, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 24 centiares,

Numéro 2775/19532, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19568, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19569, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2775/19533, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 24 centiares,

Numéro 2775/19534, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19553, lieu-dit « Rue Maria Mitchell », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19546, lieu-dit « Rue Maria Mitchell », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19545, lieu-dit « Rue Maria Mitchell », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19552, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19547, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19551, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19548, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19550, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19549, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19544, lieu-dit « Rue Maria Mitchell », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19543, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19542, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19541, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19540, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19538, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 24 centiares,

Numéro 2776/19537, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

Numéro 2776/19536, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 24 centiares,

Numéro 2776/19535, lieu-dit « Rue Michel Gloesener », place (occupée), d'une contenance cadastrale de 02 ares 25 centiares,

(ci-après le « Projet »).

Les coûts des travaux d'infrastructures éligibles sur le lot « 7N-B » sont joints en tant qu'Annexe 4 « Devis du Projet » à la présente convention.

1.2. Le Promoteur social s'engage à répondre à tout moment, et sans délai, à toutes les demandes qui pourraient lui être présentées à ce sujet par l'Etat, et de fournir à l'Etat toutes les pièces justificatives que l'Etat pourra exiger pour vérifier le respect de ces conditions, et notamment les conditions prévues au présent article.

Il est de convention expresse entre parties que le Promoteur social a uniquement le droit à la Participation financière, telle que définie ci-après à l'article 3, pour autant et aussi longtemps qu'il respecte les conditions pré-mentionnées.

Article 3. Participation financière

- 3.1. Sous condition que le Promoteur social respecte toutes ses obligations légales, réglementaires et conventionnelles, et plus particulièrement les conditions énumérées à l'Annexe 7 à la présente Convention, l'Etat participe,
 - jusqu'à concurrence de 50 % aux coût des travaux d'infrastructures éligibles sur les lots « 6N-A et 6N-B » en vue de la réalisation de logements destinés à la vente abordable conformément à l'article 14 de la Loi, sans que le montant de la Participation financière ne puisse dépasser le montant de 1.011.324 €, T.V.A. au taux dû incluse, dont un montant de 1.011.324 € a déjà été liquidé suivant les arrêtés en date du 22 mars 2011 et 17 février 2012;

jusqu'à concurrence de 75% aux coût des travaux d'infrastructures éligibles sur le lot « 3SE »en vue de la réalisation de logements abordables conformément à l'article 14 de la Loi, sans que le montant de la Participation financière ne puisse dépasser le montant de 1.135.262 €, droits d'enregistrement et de transcription aux taux dus inclus, dont un montant de 1.135.262 € a déjà été liquidé suivant les arrêtés en date du 22 mars 2011 et 17 février 2012 ;

jusqu'à concurrence de 50 % aux coût des travaux d'infrastructures éligibles sur le lot « 7N-B » en vue de la réalisation de logements destinés à la vente abordable conformément à l'article 14 de la Loi, sans que le montant de la Participation financière ne puisse dépasser le montant de 691.710 €, T.V.A. au taux dû incluse, dont un montant de 691.710 € a déjà été liquidé suivant les arrêtés en date du 22 mars 2011 et 17 février 2012 ;

jusqu'à concurrence de 75% aux coût des travaux d'infrastructures éligibles sur le lot « 7N-B » en de la réalisation de logements destinés à la location abordable conformément à l'article 14 de la Loi, sans que le montant de la Participation financière ne puisse dépasser le montant de 260.144 €, T.V.A. au taux dû incluse, dont un montant de 260.144 € a déjà été liquidé suivant les arrêtés en date du 22 mars 2011 et 17 février 2012 ;

(ci-après la « Participation financière ») conformément au tableau annexé en tant qu'Annexe 5 à la présente Convention, et sans que le montant total de la Participation financière ne puisse dépasser le montant de 3.098.440 €, T.V.A. au taux dû incluse. (ML.CESCH005.L001.C01.VE)

La participation financière de l'Etat (trop-perçu) liquidée suivant les arrêtés en date du 22 mars 2011 et 17 février 2012 de 240.451 €, T.V.A. au taux dû incluse, est à répartir entre les lots restants.

- 3.2. Il est de convention expresse entre parties que les tranches de la Participation financière ne sont liquidées que sur base d'une copie des factures détaillées, avec preuves de paiement qui doivent être transmises par le Promoteur social à l'Etat agissant à travers la personne du Ministre.
- 3.3. L'Etat vérifie, avant de procéder à la liquidation de la tranche de la Participation financière, que le Promoteur social ait respecté et respecte toutes les obligations légales, règlementaires et conventionnelles, telles qu'applicables au fil du temps, sans préjudice de toute demande de remboursement de la Participation financière pour violation d'une stipulation de la présente Convention.
- 3.4. Le Promoteur social accepte expressément que l'Etat ait le droit de reporter le paiement d'une tranche de la Participation financière sur l'année budgétaire suivante si pour une année donnée des moyens budgétaires suffisants ne sont pas disponibles.
- 3.5 Le Promoteur social s'engage à informer sans délai l'Etat de toute autre participation financière ou aide, alloué(e)(s) par une entité publique, dont il bénéficie au titre du Projet.
- 3.6 Conformément l'article 26, paragraphe 4 de la Loi, « Les participations financières sont perdues si l'immeuble n'est pas mis en valeur dans un délai de quinze ans à partir de la date de la convention, sauf dispense accordée par le ministre. Ce délai est porté à vingt ans pour les conventions signées avant le 1er janvier 2010, sauf dispense accordée par le ministre.

Les dispenses sont accordées si le non-respect du délai est dû à des contraintes hydrologiques, géologiques, archéologiques, environnementales ou relatives à la protection du patrimoine. Elles sont accordées pour un délai de cinq ans renouvelable. »

Article 2.

L'Etat

Toutes les autres clauses de la convention restent inchangées.

Fait à Luxembourg en deux originaux, chaque partie reconnaissant avoir reçu un original, le 06 007, 2025

Claude MEISCH, Ministre du Logement et de Christian WEIS, Bourgmestre

l'Aménagement du territoire

Le Promoteur social

Pierre-Marc KNAFF, Echevin

Le Promoteur social

André ZWALLY, Echevin

V

Le Promoteur social

Meris SEHOVIC, Echevin

Le Promoteur social

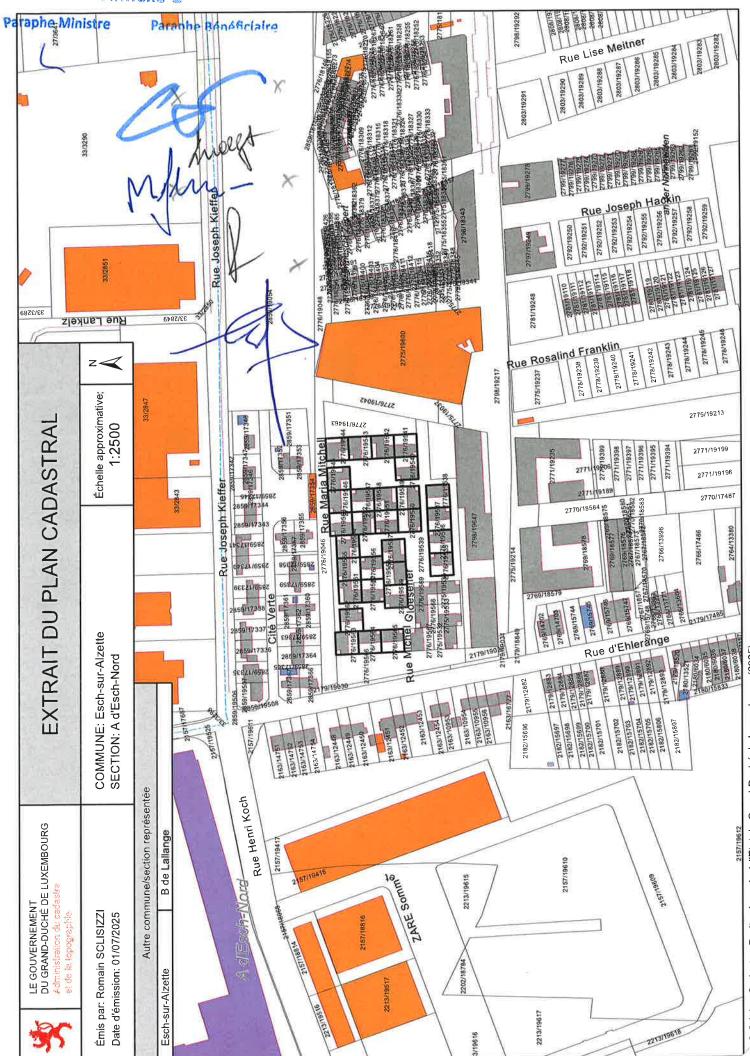
Bruno CAVALEIRO, Echevin

Le Promoteur social

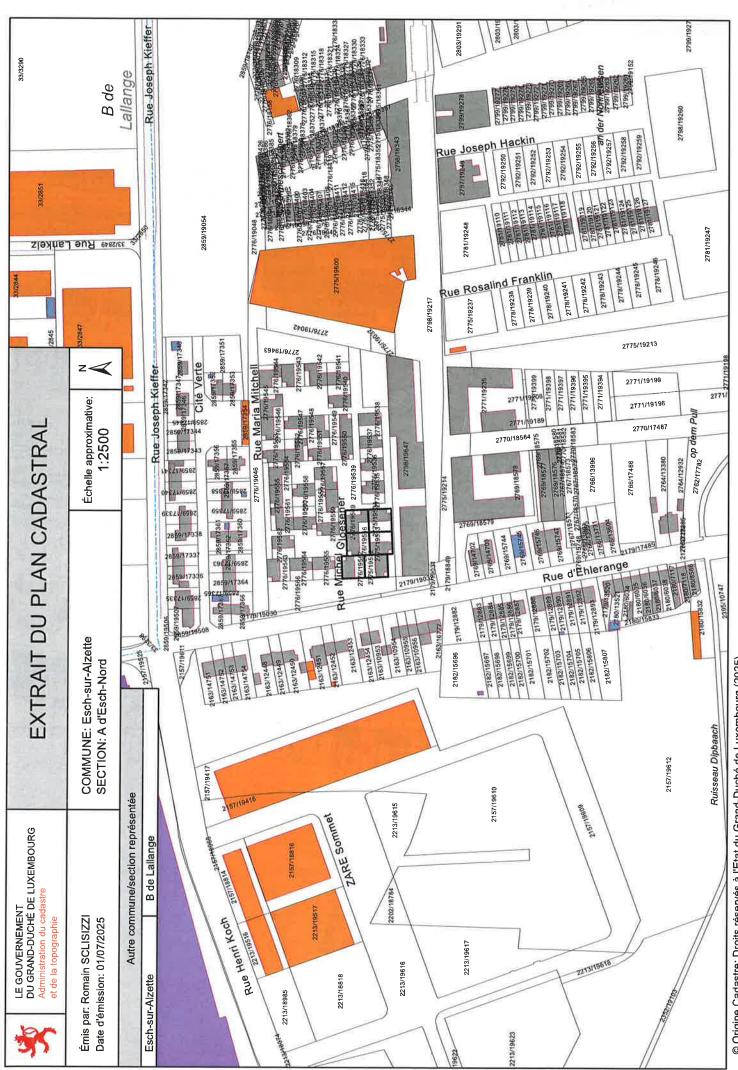
Liste des annexes

- Annexe 1 : Plan de situation du Projet
- Annexe 4 : Devis du projet
- Annexe 5 : Tableau de calcul de la Participation financière
- Annexe 6bis : Détail de la Compensation de service public
- Annexe 7 : Conditions particulières liées à la réalisation du Projet

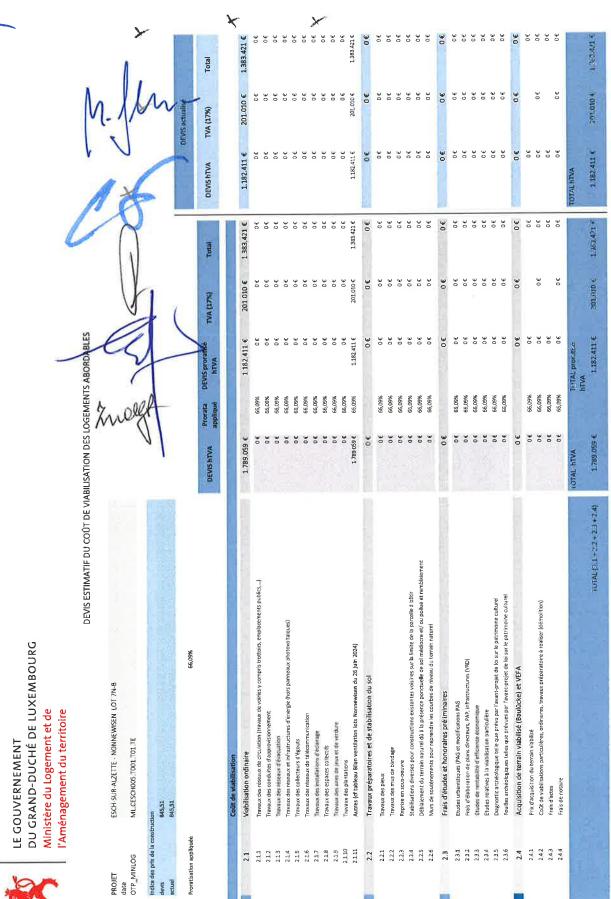




© Origine Cadastre: Droits réservés à l'État du Grand-Duché de Luxembourg (2025)



Origine Cadastre: Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg (2025)







DEVIS ESTIMATIF DU COÛT DE VIABILISATION DES LOGEMENTS ABORDABLES

PROJET	ESCH-SUR-ALZETTE - NONNEWISEN LOT 7N-B	
date		
OTP_MINLOG	ML CESCH005.7001 T01 TE	
indice des prix de la construction	struction	

		DEVIS hTVA	Provata appliqué	DEVIS proratise hTVA	TVA (37%)	Total	DEVIS hTVA
1	Court de Wabilisation						
2.1	Viabilisation ordinaire	1.789.059 €	TANK DIE	296.461 €	50 398 €	346,859 €	296.461 €
2,1.1	Travaux des réseaux de circulation (travaux de voiries y compris trottoirs, emplacements publics)	30	16.57%	90	0.0	0 0	30
212	Travaux des conduites d'approvisionnement	90	16,57%	300	9 0	0 0	30
2.13	Travaux des réseaux d'èvacuation	90	16.57%	ی د	90	90	
2.1.4	Travaux des réseaux et infrastructures d'énergie (hors panneaux photovoltaïques)	90	16,57%	90	90	, 0	, ,
2,15	Travaux des collecteurs d'égouts	90	16,57%	30	90	90	0
21.6	Travaux des rèseaux de télécommunication	0.0	16,57%	0€	90	90	90
2,17	Travaux des installations d'éclarage	€0	16,57%	90	€0	90	0
2.18	Travaux des espaces collectifs	90	16,57%	0 €	90	€0	00
2,19	Travaux des aires de jeux et de verdure	9.0	16,57%	90	90	90	90
2,110	Travaux des plantations	9.0	15,57%	0 €	3.0	30€	30
2.1.11	Autres (of tableau Bilan ventilation lots Nonnewisen du 26 Juln 2024)	1 789 059 €	16,57%	296 461 €	3 86€ 05	346 859 €	296.461 €
2.2	Travaux préparatoires et de stabilisation du sol	0 €	10.00	90	90€	9 0	0€
2.2.1	Travaux des pieux	30	15,57%	€0	0 €	0€	90
277	Travaux des mus de bindage	30€	15,57%	30	90€	90€	9.0
223	Reprise en sous-ceuvre	3.0	16,57%	90	3∙0	30	0.6
224	Stabilisations diverses pour constructions existantes voisines sur la limite de la parcelle à bâtir	3.0	16,57%	90	90	3.0	9.0
225	Déblaiement du terrain naturel dû à la prêsence ponctuelle de sol médiocre et/ ou pollué et remblaiement	90	16,57%	9 0 €	9.0	30€	90
977	Murs de soutênements pour reprendre les courbes de niveau du terrain naturel	90	16,57%	0 €	30	90	0
2.3	Frals d'études et honoraires préliminaires	90		30	30	90	€ 0
2.3.1	Etudes urbanistiques (PAG et modifications PAG	30 €	16,57%	0 €	90	90	90
232	Frais d'élaboration de plans directeurs, PAP, infrastructures (VRD)	90	16,57%	90€	90€	90	0.6
233	Etudes de rentabilité d'efficience économique	30	16,57%	90€	90€	90	9.0
234	Etudes relatives à la viabilisation particulière	30	16,57%	90	90€	90	30
235	Diagnastic archéologique telle que prévu par l'avant-projet de loi sur le patrimoine culturel	3.0	16,57%	9∙0	9.0	90	90
236	Fouilles archéologiques telles que prévues par l'avant-projet de loi sur le patrimone culturel	90€	16,57%	0 E	9.0	90	90
2.4	Acquisition de terrain viabilisé (Baulücke) et VEFA	90€		90	90	0.6	€0
2.4.1	Prix d'acquisition du terrain viabilisé	30	16,57%	90		90	90
242	Coût de viabilisations particulières, ordinaires, travaux préparatoire à realiser (démolition)	9.0	16,57%	3∙0	30	30	90
243	Frais d'actes	9.0	16,57%	90€		90	9.0
24.4	Frais de notaire	9.0	16,57%	0 €	9.0	90€	90
	いかいというというとうかとうことの	TOTAL NIVA		TOTAL proratisé	ŧ		TOTAL HTVA
	(INCHESS ACCESS) MIGH	1 200 000 2		Albert and	- Constitution	THE OWNER OF THE PERSON NAMED AND THE PERSON NAMED	-0.000 MODEL

€0

90

346.859 €

Total

4 (17%)



BILAN LOTS NONNEWISEN VILLE D'ESCH - VENTILATION FRAIS D'INFRASTRUCTURES

tot	Statut Avancement lot	Typologie lot	Contenance parcelle en m2 (indicatif)	SCB m2 totale (réelle, suivant PAP ou estimative)	Nombre d'unités (indicatif)	Remarques SCB / Nombre d'unités	Ventilation Frais Infras suivant SCB
		Résidance mixte		3 850,00	23,00	23,00 A défaut de valeur exacte = 50% du lot 2NA/2NB	1111560,86
3	PAP AS SO. The lavest suffer to studio / Uniquement. Information programmation undoes disposible	Résidence mixte	52.964.00	1 750,00	12,00	Programmation until no du PAP SO "Rui Loseph Cerffer" prévoit maint logements, frommentes i équipements publics / folien / sport à défaut de valeur enactes « à SOP du lot 3N	505 254.94
ZIA*		Résidence mixte			40.04	DIAM CONTRACTOR OF THE PROPERTY OF THE PROPERT	F 275 CT C
-346		Résidence logements		A CARPAGE		The state of the s	
*	Temps work to mensured complete	Residence topy arms	Obeside	Città	2600		13000000
3097,900	Secretaria vendala en some luma condette (Ses), à misseus ulmostra condince an hydro en apper primarial ()	mesos setteritida	towns	01100			A STANSON
1	Sortials viewfo (1) counselors combilety	(Ballimore et al.)	DESIG	24600	28.00		THE PERSON
*	Alberto e societimem vedas adem es aris en plete propositi	Application	773340	12390.01	2000		20000000
-N9	Appartements on attente de vente abardoble avec de	Residence milde	South	75,005,77	65.00		210.850
7SB1 à 7SB6	Parcelles individuelles non construite	maison unifamiliale	1 931 00	2.088.00	00.9		602 841,32
7SC1	Parcelle résidence non construite	Résidence logements	915.00	3 900,00	22,00		1 125 996.72
TNA	Parcelles individuelles non construites	maisons unifamiliales	1 563,00	1,200,00	809		346 460,53
SNE	Afbisons an winter abordable over BE	mallons unifamiliales:	STORY TO STORY	7.250.00	34,00		2003199,03
ZNC	Parcelles Individuelles non construites	maisons unifamiliales	3 043.00	1 000,00	8,00		288 717,11
65A*	Parcelle résidence non construite	Résidence mixte	1.319.00	3 958,00	21.00	21,00 unités estimées suivant PAP	1.142.742,31
esc	Parcelle résidence non construite	Résidence logements	2 942,00	7 943,00	35.00	35.00 unlike estimées suivant PAP	2 293 279,99
6SD9 à 6SD3	Porcelles individualies non construites	maison unifamiliale	2 438,00	2 438,00	2,00		703 692,31
SSC	Parcelle résidence non construite	Résidence logements	2 592,00	6 984,00	31,00	31,00 unités estimées suivant PAP	2 016 400,28
55D1 à 55D10	Parcelles individuelles non construites	maison unifamiliale	3 013,00	3 013,00	10,00		869 904,65
4SC	Résidence logements	Résidence logements	1 135,00	3 607,00	20,02	20,00 unités estimées suivant PAP	1 041 402,61
45B1 à 45B3	Parcelles individuelles non construites	maisons unifamiliales	4 266,00	3 838 00	19,00		
15	Abidence dopments en ventre monoible per Statuta	Réadence fogmissers.	(111100)	3.197,00	W. C.		9230268
3563 / 1882	Imition, or binde in work dearbille par SM IIIM	maison unfamiliales.	2777.00	4(0)(0)	All Park		11375 658 410
305	Résidence en focution abondable en cours par SW/BM	Frindence forments	10000	3.459,00	N C III		958 672.48
ECOLE Nonnewisen	Ecole réalisée		néant	3 651,28	1,00		1051187,87

Remarques : Résidence mixte = Résidence qui comporte en moyenne 10% SCB de surfaces commerciales

Nombres d'appartements SCB totale appartements	410,00
Surface moyenne appartement en m2 / SCB	183,96
Nombre de maisons	127,00
SCB totale maisons	27 793,00
Surface moyenne malson / m2 SCB	218,84
TOTAL unités logements	537,00
TOTAL SCB logaments	103 218,55
TOTAL infras sur total SCB logements	28 692 863,92 €
infras par m2 SCB "logement"	277,98 €



Annexe 5

Paraphe Ministre

Paraphe bénéficiaire



ANNEXE 5 - Tableau de calcul de la participation financière

ANNEXE 5 - Tableat	de calcul de la participation infanciere	10(.)	
	ESCH-SUR-ALZETTE - NONNEWISEN LOT 7N-B		-
	ML_CESCH005.T001.T01.TE		
	24 unité(s) de logement	1	
Montant total du projet		1.383.421	€ tto
Montant en lien avec le	s logements abordables	1,383,421	€ tto
1.	Foncier, y compris viabilisation particulière		€
2.1	Viabilisation ordinaire	1 383 421	€ tt
	y compris parkings centralisés		€ tt
2.2	Travaux préparatoires et de stabilisation du sol		€ tt
2,3	Frais d'études et honoraires préliminaires	A STATE OF THE STATE OF	€ tt
2,4	Acquisition terrain viabilisé/ Baulücke/ VEFA		€ tt
2.	Total viabilisation ordinaire	1,383,421	€ tt
3.1	Construction, rénovation, transformation des logements, VEFA		€ tt
	dont Biens existants		€ #
	dont Divers et Imprévus		€ 11
3.2	Aménagement de l'espace extérieur sur le lot privatif		€ tto
	dont Car-ports	- 100 - 1	€ tto
3.3	dont Divers et imprévus		€ 11
3.4	Frais d'études et honoraires Frais relatifs aux autorisations et aux frais d'assurances		€ tt
3.4	Total construction (y inclus annexes)	21	€ tt
41 + 42	Cusines		€ tt
43+44+45	Mobiliers premier equipement	The second second	€ 11
	Total équipements	The state of the state of	€ 11
Montant éligible pour l	a participation financière(*)	1,383.421	€ tte
1,	Foncier, y compris viabilisation particulière	W 1	€
2.1	Viabilisation ordinaire	1 383 421	€ 11
	y compris parkings centralisés	THE RESERVE	€ tt
2.2	Travaux préparatoires et de stabilisation du sol	4 C 34	€ tt
2.3	Frais d'études et honoraires préliminaires	- 4	€ tt
2.4	Acquisition terrain viabilisé/ Baulücke/ VEFA		€ tt
2.	Total viabilisation ordinaire	1.383.421	€ tt
3.1	Construction, rénovation, transformation des logements, VEFA		€ !!!
	dont Biens existants		€ tt
	dont Divers et imprévus		€ tt
3.2	Aménagement de l'espace extérieur sur le lot privatif		€ tt
	dont Car-ports		€ tt
	dont Divers et Imprévus		€ tt
3.3	Frais d'études et honoraires Frais relatifs aux autorisations et aux frais d'assurances	1.1 11 11 11 11 11	€ tt
3.4 3.	Total construction (y inclus annexes)	Law Inc.	€ tt
4.1 + 4.2	Cusines		€ tt
43+44+45	Mobiliers premier equipement		€ tt
4	Total equipements		€ tt
Taux de participation fi		50%	
	pation financière du MLOGAT	691.710	€ ttc
	participations financières ou aides publiques		
	financières d'autres Ministères	- 12	€
· ·	nontant estimé cuisines	9	€
Retenue de 5	% sur la participation financière du MLOGAT (**)	39	€
Montants de la particip			
	anclères pour le foncier	3	c
	ancières pour la viabilisation ordinaire/Baulücke	691,710	E
Participations fir	ancières pour la construction	(0)	€
Compensation de servi	ce public pour les logements destinés à la location abordable		
Capital investi			-
	abilisation ordinaire	230.570	E
Part construction		(0)	¢
Capital investi par Unit	-	0.507	
	abilisation ordinaire	9.607	e
Part construction	1	(0)	_

^(*) le cas échéant plafonnée par le MME

^(**) Si des participations financières seront accordées par l'INPA et/ou l'Administration de l'Environnement (Klimabonus); une retenue de 5% sur la participation financière du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire sera effectuée jusqu'au décompte final des autres participations financières étatiques. Le solde est versé après la remise des différentes pièces justificatives.



ANNEXE 5 - Tableau de calcul de la participation financière

		ESCH-SUR-ALZETTE - NONNEWISEN LOT 7N-B			
		ML.CESCH005 T001,T01.TE			
Montant to	otal du proje	6 unité(s) de logement	246.050		
		es logements abordables	346.859	€	tt
WOIT CI	1.	Foncier, y compris viabilisation particulière	346.859	€	tt
	2.1	Viabilisation ordinaire	244.050		
	2.1		346 859	•	1
	2.0	y compris parkings centralisés		(3
i	2.2	Travaux préparatoires et de stabilisation du sol			1
	2.3	Frais d'études et honoraires préliminaires		C	- 1
	2.4	Acquisition terrain viabilisé/ Baulücke/ VEFA	- 1 - 3-	€	į
	2.	Total viabilisation ordinaire	346,859		3
- 1	3.1	Construction, rénovation, transformation des logements, VEFA		€	1
- 4		dont Biens existants			
		dont Divers et imprévus			- 1
	3.2	Aménagement de l'espace extérieur sur le lot privatif		C	1
		dont Car-ports	- 0	- 6	t
		dont Divers et imprévus	100	6	£
	3.3	Frais d'études et honoraires	- X 1 - 2 VI	c	ŧ
	3.4	Frais relatifs aux autorisations et aux frais d'assurances			
	3.	Total construction (y inclus annexes)		e	-
	41142	Cuisines	11 000		
	3+44+45	Mobiliers premier doubte ortent			
	4:	Total equipements			-
Montant él	ligible pour l	a participation financière(*)	346.859	€	ti
	1,	Foncier, y compris viabilisation particulière		•	, i
	2.1	Viabilisation ordinaire	346.859	6	
		y compris parkings centralisés	340.833	è	-
	2.2	Travaux préparatoires et de stabilisation du sol		c	
	2.3	Frais d'études et honoraires préliminaires			1
	2.3				
118	2.	Acquisition terrain viabilisé/ Baulücke/ VEFA		€	t
		Total viabilisation ordinaire	346.859	•	t
	3.1	Construction, renovation, transformation des logements, VEFA		c	3
		dont Biens existants			t
		dont Divers et Imprévus		€	tt
	3.2	Aménagement de l'espace extérieur sur le lot privatif	H.	€	1
		dont Car-ports	- 1		tt
		dont Divers et Imprévus		(tt
	3.3	Frais d'études et honoraires	27	€	- 11
	3.4	Frais relatifs aux autorisations et aux frais d'assurances			1
	3.	Total construction (y inclus annexes)	- 4	. (t
	4.1 + 4.2	Cuisines		•	t
N	3 + 4.4 + 4.5	Mobiliers premier équipement		€	tt
	4	Total equipements			71
	rticipation fi		75%		
Montant o	de la partici	pation financière du MLOGAT	260.144	€	ttc
		participations financières ou aides publiques			
		financières d'autres Ministères	-	e	
		ontant estimé cuisines	9	è	
		% sur la participation financière du MLOGAT (**)		č	
		ation financière		-	_
		ancières pour le foncier	3	€	
		ancières pour la viabilisation ordinaire/Baulücke	260 144	€	
		ancières pour la construction	(0)	€	
		e public pour les logements destinés à la location abordable			
Capital inve	esti				
Pa	art foncier et via	bilisation ordinaire	86,715	€	
Pa	art construction		(0)	€	
Capital inve	esti par Unité	de Logement	•		
Pa	art foncier et via	bilisation ordinaire	14.452	€	
	art construction		(0)	€	

^(*) le cas échéant plafonnée par le MME

^(**) Si des participations financières seront accordées par l'INPA et/ou l'Administration de l'Environnement (Klimabonus); une retenue de 5% sur la participation financières seront accordées par l'INPA et/ou l'Administration de l'Environnement (Klimabonus); une retenue de 5% sur la participation financière du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire sera effectuée jusqu'au décompte final des autres participations financières étatiques. Le solde est versé après la remise des différentes pièces justificatives.

Annexe 6

Parapha Mill

e grahis ministle

Paraphe beneficiaire



LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

Le Ministre

ANNEXE 6 : Détail de la Compensation de service public (Loyer du promoteur social)

Projet de Logements destinés à la location abordable

1. Détermination de la Rémunération du capital investi : montant de départ

ML CESCHOO5 TOO

Date 01/05/2025

Index du coût de la vie applicable

968,04

Montant brut de la Montant du capital Taux de Montant brut de la Capital investi rémunération par logement rémunération investi rémunération applicable Selon RGD en vigueur uniquement la part du promoteur social plafonné par MME signature de la Convention initiale Aide à la Plerre 0,00% 0,00 Terrain 0,00 0.00% 0.00 Viabilisation 86,715 0,00 0,00 0.00% Construction 0 0,00 0.00 5omme Nombre de logements et hébergements

Application du coefficient de préfinancement

Rémunération annuelle par logement et hébergement

Non

Le taux de la rémunération applicable est fixe sur la durée de 40 ans.

Les montants maximaux du capital investi pris en charge pour chaque projet sont déterminés lors de la signature de la Convention.

Le montant définitif du capital investi pris en considération sera arrêté définitivement sur base du décompte final du projet. Le montant de la « Rémunération annuelle par logement » est actualisé au 1er janvier tous les ans en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la vie.

¹ Cette fiche n'est établie que pour les conventions visant les coûts de constructions de logements destinés à la location abordable. Les capitaux investis au préalable et ayant fait l'objet de conventions pour les coûts fonciers ou de viabilisation en relation avec les logements en question sont réévalués et pris en considération lors de la signature de la convention relative aux coûts de construction.



2. Barème du forfait d'exploitation applicable

Le barème du forfait d'exploitation applicable pour la détermination du loyer, que promoteur peut toucher, est celui arrêté par règlement grand-ducal. Il s'applique de façon spécifique à chaque période de décompte.

3. Le principe de détermination du Loyer annuel actualisé

Le bailleur social paie un loyer au promoteur social seulement à partir du 1er jour du mois qui suit celui au cours duquel il s'est vu remettre les clés, ce qui lui permet de procéder à la mise en location abordable des logements.

Le loyer est déterminé de la façon suivante :

Détermination du Loyer annuel par logement abordable locatif		202
Rémunération annuelle par logement et hébergement	0	Selon point A. ci-dessus
Echelle mobile des salaires lors de la signature de la Convention - Terrain	968,04	1.05,2025
Echelle mobile des salaires lors de la signature de la Convention - Viabilisation	968,04	1.05.2025
Echelle mobile des salaires lors de la signature de la Convention - Construction	968,04	1.05,2025
Echelle mobile des salaires au 1er janvier de l'année de fixation du loyer promoteur	944,43	EMS applicable au moment de la mise en location
Indice des coûts de la construction au 1er janvier de l'année de fixation du loyer promoteur	1149,68	
Année de mise en location	1	
Coefficient de préfinancement applicable	1	Selon RGD en vigueur au moment de la signature de le Convention initiale Aide à la Pierre
Rémunération annuelle actualisée	0	Rémunération annuelle de départ * Coeff. De préfinancement * Indice
Forfait d'exploitation mensuel applicable		Selon RGD en vigueur lors du mois concerné (le RGD est en principe actualisé uniquemen au 1er janvier de chaque année)
oyer annuel total par logement	1.800	
Année de première mise en location	2025	

Les éléments soulignés en vert sont renseignés à titre illustratif lors de l'établissement de la Convention et sont réévalués au moment de la mise en location en fonction des paramètres applicables à ce moment. Ils évaluent annuellement en fonction des règlements grand-ducaux publiés.



> La rémunération annuelle actualisée est déterminée de la façon suivante :

Rémunération annuelle de départ x application de la côte d'indice du coût de la vie au 1er janvier de l'année du loyer dû x application du coefficient de préfinancement (si applicable) pour l'année du loyer dû

> Le loyer annuel total est déterminé de la façon suivante :

Rémunération annuelle actualisée + Forfait d'exploitation applicable selon RGD lors du mois concerné x nombre de mois applicables

La première et la dernière année du service public, ce loyer annuel est ramené au nombre de mois effectifs de l'obligation de service public. Ceci est également vrai pour la durée pendant laquelle le promoteur a soustrait le logement à la mise en location, par exemple en raison d'une rénovation profonde.



ANNEXE 6 bis : Détail de la Compensation de service public (Loyer du promoteur social) Prévisionnel pour les Administrations communales

Projet de Logements destinés	NAL CECCHOOF TOOA TOA TE
à la location abordable	ML_CESCH005.T001.T01.TE

1. Détermination de la Rémunération du capital investi : montant de départ

Index du coût de la vie applicable

968,04

Date 1.5.2025

Capital investl	Montant du capital investl	Taux de rémunération applicable	Montant brut de la rémunération	Montant brut de la rémunération par logement
uniquement la part du promoteur social	plafonné par MME	Selon RGD en vigueur au moment de la signature de la Convention initiale Alde à la Plerre	A	
Terrain	0	3,50%	0,00	0,00
Viabilisation	86.715	3,50%	3.035,02	505,84
Construction	0	4,50%	0,00	0,00
Somme			3.035,01	505,84
Nombre de logements et hébergements		A STATE OF THE PARTY OF THE PAR	6	1

Application du coefficient de préfinancement

Non

Le taux de la rémunération applicable est fixe sur la durée de 40 ans.

Les montants maximaux du capital investi pris en charge pour chaque projet sont déterminés lors de la signature de la Convention.

Le montant définitif du capital investi pris en considération sera arrêté définitivement sur base du décompte final du projet. Le montant de la « Rémunération annuelle par logement » est actualisé au 1er janvier tous les ans en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la vie.

¹ Cette fiche n'est établie que pour les conventions visant les coûts de constructions de logements destinés à la location abordable, Les capitaux investis au préalable et ayant fait l'objet de conventions pour les coûts fonciers ou de viabilisation en relation avec les logements en question sont réévalués et pris en considération lors de la signature de la convention relative aux coûts de construction.



2. Barème du forfait d'exploitation applicable

Le barème du forfait d'exploitation applicable pour la détermination du loyer, que promoteur peut toucher, est celui arrêté par règlement grand-ducal. Il s'applique de façon spécifique à chaque période de décompte.

3. Le principe de détermination du Loyer annuel actualisé

Le bailleur social paie un loyer au promoteur social seulement à partir du 1er jour du mois qui suit celui au cours duquel il s'est vu remettre les clés, ce qui lui permet de procéder à la mise en location abordable des logements.

Le loyer est déterminé de la façon suivante :

8		
Rémunération annuelle par logement et hébergement		Selon point A. ci-dessus
Chelle mobile des salaires lors de la signature de la Convention - Terrain		1.05.2025
chelle mobile des salaires lors de la signature de la Convention - Viabilisation		1.05.2025
chelle mobile des salaires lors de la signature de la Convention - Construction	968,04	1.05.2025
Echelle mobile des salaires au 1er janvier de l'année de fixation du loyer promoteur	944,43	EMS applicable au moment de la mise en location
ndice des coûts de la construction au 1er janvier de l'année de fixation du loyer promoteur	1149,68	
Année de mise en location	1	
Coefficient de préfinancement applicable	1	Selon RGD en vigueur au moment de la signature de la Convention initiale Alde à la Pierre
Rémunération annuelle actualisée	493	Rémunération annuelle de départ * Coeff. De préfinancement * Indice
Forfait d'exploitation mensuel applicable	150	Selon RGD en vigueur lors du mois concerné (le RGD est en principe actualisé uniquemen au 1er janvier de chaque année)
Loyer annuel total par logement	2.293	
Année de première mise en location	2025	

Les éléments soulignés en vert sont renseignés à titre illustratif lors de l'établissement de la Convention et sont réévalués au moment de la mise en location en fonction des paramètres applicables à ce moment. Ils évaluent annuellement en fonction des règlements grand-ducaux publiés.



La rémunération annuelle actualisée est déterminée de la façon suivante :

Rémunération annuelle de départ x application de la côte d'indice du coût de la vie au 1er janvier de l'année du loyer dû x application du coefficient de préfinancement (si applicable) pour l'année du loyer dû

> Le loyer annuel total est déterminé de la façon suivante :

Rémunération annuelle actualisée + Forfait d'exploitation applicable selon RGD lors du mois concerné x nombre de mois applicables

La première et la dernière année du service public, ce loyer annuel est ramené au nombre de mois effectifs de l'obligation de service public. Ceci est également vrai pour la durée pendant laquelle le promoteur a soustrait le logement à la mise en location, par exemple en raison d'une rénovation profonde.



ANNEXE 7 : Conditions particulières liées à la réalisation du Projet

Les conditions à remplir par le Projet sont énumérées dans l'avis de la commission consultative du 22 juillet 2025 que le ministre a fait sien.

Généralités	Remarque n°1 : Prix de vente
	Pour les logements destinés à la vente abordable, le prix du logement a été remis au Ministre pour information selon article 6 de la loi du 7 août 2023 relative au logement
	abordable.
	B CHILL de la constant la catifa
	Remarque n°2 : SUH des logements locatifs Le promoteur avait planifié les surfaces SUH des logements locatifs avant la première
	publication du CDC, donc pas de ratio à appliquer.
	Les emplacements pour les logements locatifs se situent dans le lot 6N.
	Les emplacements pour les logements lecutions statements
×	Pièce(s) à fournir avant la liquidation du premier paiement :
	☐ En application des articles 28 et 173ter de la loi communale modifiée
	du 13 décembre 1988, une délibération du conseil communal est à
	fournir à la suite de la signature de la convention.
	Touriss a source de la signature de la convenient
	Remarque n°1 : Explication relative à l'Annexe 6 et l'Annexe 6bis
	L'annexe 6 fournit une vue sur la compensation de service public pour les logements
	destinés à la location abordable selon la loi modifiée du 7 août 2023 relative au
	logement abordable actuellement en vigueur.
	L'annexe 6bis fournit une vue, à titre informatif, sur le volet de la rémunération de capital investi et la couverture des frais d'exploitation en relation avec la compensation de service public pour les logements destinés à la location abordable. • Cette rémunération de capital investi pourra être due une fois que les amendements prévus pour la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable seront entrés en vigueur et que les logements devront être loués. • Si le promoteur social souhaite l'application du coefficient de préfinancement, le projet de convention relatif à la ligne de crédit/ contrat de prêt d'un établissement de crédit est à fournir au MLOGAT afin de tenir compte de cette demande lors du calcul de la rémunération de capital investi.
Historique convention	Remarque n°1: Historique de la convention
	- Convention initiale infrastructures du 6/09/2024 lot 6N-A et 6N-B ->1.011.324€
	- Avenant infrastructures du 24/02/2025 lot 3SE -> 1.135.262 €
Volet foncier	Remarque n°1 : Descriptif
	Le projet « Nonnewisen », sis à Esch-sur-Alzette, est un projet d'envergure dont la
	réalisation est prévue en plusieurs phases. La Ville d'Esch-sur-Alzette ainsi que le
	Fonds du Logement, promoteurs publics, sont les initiateurs ainsi que les maîtres
	d'ouvrage.

version du 02/12/2024



Volet viabilisation ordinaire

Remarque n°1: Répartition des coûts d'infrastructures par lots

Une participation financière de l'Etat d'un montant de 3.338.891 € a déjà été liquidé suivant arrêtés en date du 22 mars 2011 et 17 février 2012. Cette participation financière sera répartie sur les lots éligibles (logements abordables) pour le volet infrastructure ordinaire et acquisition terrains.

La participation financière pour les frais de viabilisation fait partie intégrante de la convention infrastructure du 6 septembre 2024.

Remarque n°2 : Synthèse des coûts éligibles

Les frais de viabilisation ordinaire sont ventilés dans le tableau de répartition fourni par la Ville d'Esch-sur-Alzette intitulé « Bilan lots Nonnewisen Ville d'Esch – ventilation frais d'infrastructures » figurant sur l'annexe 4 « Devis Projet lot 7N-B ».